



Assemblée générale

Distr. générale
17 août 1998

Original: français

Cinquante-troisième session

Point 111 de l'ordre du jour provisoire*

Élimination du racisme et de la discrimination raciale

Mesures à prendre pour lutter contre les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale le rapport sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, établi par M. Maurice Glèlè-Ahanhanzo, Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme, conformément à la résolution 52/109 de l'Assemblée générale, en date du 12 décembre 1997.

* A/53/150.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–2	3
II. Activités du Rapporteur spécial	3–16	3
A. Participation aux travaux de la Commission des droits de l'homme	3–5	3
B. Missions entreprises ou envisagées par le Rapporteur spécial	6–11	3
C. Suivi des missions sur le terrain	12–14	4
D. Réunion internationale de Cotonou sur toutes les formes de discrimination raciale	15–16	4
III. Manifestations contemporaines du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée	17–29	5
A. Résurgence du néofascisme et du néonazisme	17–19	5
B. Discrimination à l'égard des immigrants et des travailleurs migrants	20–22	5
C. Antisémitisme	23–24	5
D. Surexploitation politique et manipulation de l'ethnicité	25–28	6
E. Internet et racisme	29	6
IV. Mesures prises ou envisagées par des gouvernements et des organes législatifs et judiciaires ou d'autres instances	30–40	6
A. France	31–32	6
B. Brésil	33	7
C. Colombie	34–35	7
D. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	36	7
E. États-Unis d'Amérique	37	7
F. Europe	38–40	7
V. Conclusion et recommandations	41	8

I. Introduction

1. Par sa résolution 52/109 du 12 décembre 1997 relative aux mesures à prendre pour lutter contre les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, l'Assemblée générale a pris note avec intérêt du rapport du Rapporteur spécial et s'est félicitée de sa recommandation tendant à ce que l'on convoque sans plus tarder une conférence mondiale sur le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. L'Assemblée générale a constaté que la gravité croissante des différentes manifestations de racisme et de discrimination raciale et de xénophobie dans diverses parties du monde nécessite une approche plus efficace de la part des mécanismes des Nations Unies compétents dans le domaine des droits de l'homme; elle a ainsi prié le Secrétaire général de fournir au Rapporteur spécial toutes les ressources humaines et financières nécessaires pour qu'il puisse s'acquitter de son mandat avec efficacité et diligence, et de lui présenter en temps utile un rapport intérimaire sur la question à sa cinquante-troisième session.

2. Le présent rapport répond principalement à la requête contenue dans la résolution de l'Assemblée générale citée ci-dessus et tient compte des éléments pertinents de la résolution de la Commission des droits de l'homme. Il est centré sur trois sections qui traitent respectivement des activités du Rapporteur spécial depuis le dernier rapport à l'Assemblée générale, des manifestations contemporaines du racisme et de la discrimination raciale, des mesures prises ou envisagées par des gouvernements et des organes législatifs et judiciaires et d'autres instances. Le rapport s'achève sur des conclusions et des recommandations.

II. Activités du Rapporteur spécial

A. Participation aux travaux de la Commission des droits de l'homme

3. Du 20 au 23 mars 1998, le Rapporteur spécial a participé aux travaux de la cinquante-quatrième session de la Commission des droits de l'homme au cours de laquelle il a présenté un rapport écrit sur la situation du racisme et de la discrimination raciale dans le monde (E/CN.4/1998/79) et un rapport oral sur la visite qu'il venait d'effectuer en Afrique du Sud.

4. À l'issue de l'examen de ses rapports, la Commission a adopté la résolution 1998/26 dans laquelle elle a exprimé son plein appui et sa reconnaissance au Rapporteur spécial

pour le travail qu'il a accompli et qu'il continue d'accomplir; a demandé à tous les gouvernements, aux organisations intergouvernementales et autres organisations compétentes du système des Nations Unies, ainsi qu'aux organisations non gouvernementales, de fournir des renseignements au Rapporteur spécial; a prié instamment tous les gouvernements de coopérer pleinement avec le Rapporteur spécial pour lui permettre, en exécution de son mandat, d'examiner les incidents relevant des formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de tous types de discrimination dirigés notamment contre les Noirs, les Arabes et les musulmans, de xénophobie, de négrophobie, d'antisémitisme et de l'intolérance qui y est associée; a en outre prié le Rapporteur spécial d'exploiter au maximum toutes les sources pertinentes d'information, notamment les visites faites dans les pays et l'analyse du contenu des médias, et de solliciter les réponses des gouvernements à l'égard des allégations formulées.

5. La Commission a félicité les États qui ont invité et reçu le Rapporteur spécial et a encouragé ces États à envisager les moyens d'appliquer les recommandations formulées par le Rapporteur spécial dans ses rapports, et prié ce dernier d'inclure dans le rapport qu'il lui présentera à sa cinquante-cinquième session, au titre du même point de l'ordre du jour, des renseignements sur les mesures prises pour appliquer ces recommandations, ainsi que d'entreprendre des visites de suivi, si nécessaire.

B. Missions entreprises ou envisagées par le Rapporteur spécial

1. Mission en Afrique du Sud

6. Le Rapporteur spécial s'est rendu en Afrique du Sud du 24 février au 5 mars 1998. Il a bénéficié du concours actif du Gouvernement, qu'il voudrait encore une fois remercier, ainsi que de la sollicitude de nombreux acteurs de la société civile auxquels va également sa gratitude.

7. Le Rapporteur spécial a fait connaissance avec une nation en devenir animée par le générique de la télévision sud-africaine, «Simunye – We Are One» et le concept unificateur «The Rainbow Nation», forgé par l'archevêque Desmond Tutu. Il a constaté que l'Afrique du Sud se reconstruit sous la houlette de la Commission Vérité et Réconciliation qui, de par sa fonction propitiatoire, s'efforce de faire naître un pays nouveau. Déjà les effets du changement sont apparents à travers la recomposition de l'armée et de la police qui ont mis au point des programmes d'*affirmative action* et d'*equal opportunity*.

8. Les équipes dirigeantes au sein des ministères et des administrations provinciales et municipales reflètent de mieux en mieux la composition raciale et ethnique du pays. Le système éducatif est en voie d'être réformé, et, avec l'adoption du *Curriculum 2000*, les instruments pédagogiques devraient être épurés des contrevérités proclamées par l'apartheid. Les réformes législatives se poursuivent pour consolider les fondations non discriminatoires de l'État sud-africain. Il en est ainsi de l'*Employment and Equity Act* en cours d'élaboration.

9. Sans doute observe-t-on encore des résistances de la part de certains secteurs de l'administration, toujours acquis aux thèses racistes. Dans le domaine de l'éducation, certains établissements, même publics, s'opposent à la présence de Noirs en leur sein. De même, note-t-on une résistance du secteur privé à l'intégration des membres des groupes autrefois défavorisés, ce qui rend difficile l'émergence d'opérateurs économiques africains. Mais des voies de conciliation sont explorées. En outre, la presse reste largement aux mains des tenants de l'ancien régime qui se plaisent à dénigrer l'action du Gouvernement. L'absence de loi sanctionnant les actes racistes et la discrimination raciale constitue une lacune que le Gouvernement envisage de combler.

10. S'agissant de la montée de la xénophobie, sujet qui constituait le second volet de la visite du Rapporteur spécial, les interlocuteurs officiels et officieux que le Rapporteur spécial a rencontrés en ont reconnu le caractère préoccupant. Il s'agit d'un phénomène qui vise particulièrement les africains ressortissants de pays frontaliers ou lointains (Mozambicains, Zimbabwéens, Swazis, Sothos, Nigériens, Congolais principalement). Ce phénomène s'expliquerait à la fois par le long isolement des Sud-Africains du reste du continent et de la crainte que les migrants (légaux comme illégaux) et les réfugiés ne viennent profiter des dividendes de la libération avant même que les nationaux n'aient eu le temps d'en jouir. L'attraction qu'exercerait la prospérité relative de l'Afrique du Sud sur les migrants en provenance de pays en crise sociale ou économique et une législation libérale en matière de droit d'asile, ferait peser un risque d'échec sur le plan de développement mis en place par le Gouvernement sud-africain. Le Gouvernement se dit conscient de ces problèmes et recherche les solutions appropriées.

2. Mission en Australie

11. La mission en Australie prévue du 3 au 19 mai 1998 a été organisée avec l'aimable coopération du Gouvernement de l'Australie mais, pour des raisons indépendantes de la volonté du Rapporteur spécial et de celle du Gouvernement,

a été reportée à une date ultérieure à convenir entre les deux parties.

C. Suivi des missions sur le terrain

12. S'agissant des missions qu'il a effectuées sur le terrain, les Gouvernements des États-Unis d'Amérique, de l'Allemagne et du Brésil ont fait parvenir au Rapporteur spécial des éléments sur les mesures qu'ils ont prises pour donner suite à ses recommandations (voir A/52/471, par. 29 à 37 et E/CN.4/1998/79, par. 109 à 127).

13. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (mission en 1995), la France (mission en 1995) et le Koweït (mission en 1996) n'ont transmis au Rapporteur spécial aucune information sur l'application de ses recommandations.

14. Après l'Europe, l'Amérique, l'Afrique et le Pacifique, le Rapporteur spécial envisage de se rendre en Asie l'année prochaine pour y étudier, avec les autorités compétentes et les représentants de la société civile, les problèmes qui se posent dans cette région.

D. Réunion internationale de Cotonou sur toutes les formes de discrimination raciale

15. Dans le cadre des activités de l'Institut des droits de l'homme et de promotion de la démocratie, la démocratie au quotidien, qu'il a créé dans son pays, le Bénin, le Rapporteur spécial a organisé à Cotonou, les 5 et 6 juin 1997, avec l'assistance financière de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, une réunion internationale d'experts sur toutes les formes de discrimination fondée sur l'origine raciale, nationale ou ethnique, la religion ou les croyances ou tous autres motifs en Afrique au sud du Sahara. La réunion s'est articulée autour des sujets suivants : a) la problématique de la question de la discrimination sous toutes ses formes en Afrique noire; b) les relations entre les groupes ethniques dans les pays du Sahel; c) la question des ethnies, des nationalités et des relations interethniques en Afrique centrale, en particulier dans les pays des Grands Lacs; d) la discrimination à l'égard des femmes et des enfants : cas du Bénin (Vidomégon); et e) les relations entre les populations du Golfe du Bénin et les membres des communautés non-africaines (Européens, Libanais, Syriens, Indiens, Pakistanais, etc.).

16. Le rapport final de cette réunion est à disposition au Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Il serait souhaitable d'organiser de telles réunions à l'échelon sous-régional et régional dans d'autres parties du monde, et ce, dans la perspective de la prochaine Conférence mondiale sur le racisme et la xénophobie.

III. Manifestations contemporaines du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée

A. Résurgence du néofascisme et du néonazisme

17. Les tendances néofascistes et néonazistes s'accroissent dans de nombreux pays notamment européens et se traduisent par les gains électoraux des partis d'extrême droite qui placent au centre de leur discours la haine de l'étranger, la chasse aux minorités ethniques, nationales et religieuses et qui prônent la pureté de la race ou de l'ethnie dans des pays où ils sont actifs. Il en est ainsi dans les pays suivants pour lesquels des données ont été obtenues par le Rapporteur spécial¹ :

- Allemagne : dans le Land de Saxe-Anhalt, la Deutsche Volksunion a obtenu 13,2 % des voix et 16 sièges aux élections régionales;
- Australie : le Parti national a recueilli 23 % des voix aux récentes élections parlementaires de l'État du Queensland;
- Autriche : le Parti libéral a obtenu 22,6 % des voix et dispose de 41 députés;
- Belgique : le Vlaamse Blok flamand a obtenu 12,3 % des voix et envoyé 11 élus au Parlement fédéral, 15 au Parlement flamand, 5 au Sénat et 2 au Parlement de la région Bruxelles-Capitale;
- États-Unis : par rapport à 1996, on a noté une progression de 20 % du nombre des groupes qui propagent la haine raciale;
- France : le Front national recueille environ 15 % des voix aux différentes élections et dans quelques régions (Provence-Alpes-Côte d'Azur, Alsace) et son influence ne cesse de grandir;
- Italie : l'Alliance nationale a obtenu 15,7 % des voix et a 53 députés au Parlement;

- Norvège : le Parti du progrès est devenu la deuxième force politique avec 22 % de voix et 41 députés au Parlement.

18. Ces partis exploitent à leur profit un contexte économique et un terreau social fait de peurs et de désarroi provenant des effets combinés de la mondialisation, des crises d'identité et de l'exclusion sociale. Ils ont aussi opéré une mutation visant à apparaître comme des forces de droite radicales mais néanmoins respectueuses de la démocratie, ce qui les rend moins effrayants, mais en réalité ils continuent de cacher une inclination immuable pour le racisme et la xénophobie. Aussi, les slogans des partis d'extrême-droite trouvent de plus en plus un écho favorable dans les partis de la droite classique, par pur calcul électoraliste. Une partie de la jeunesse est également sensible aux slogans xénophobes¹.

19. Cette tendance lourde à la montée en puissance des partis d'extrême-droite est inquiétante et il y a lieu d'alerter l'opinion publique internationale, les organisations non gouvernementales et les organisations internationales qui ne semblent prêter attention qu'aux conflits déclarés ou aux manifestations violentes du fascisme ou de la xénophobie.

B. Discrimination à l'égard des immigrants et des travailleurs migrants

20. En dehors de l'Amérique, de l'Asie et de l'Europe où divers problèmes liés à l'immigration se posent, lesquels ont été largement traités dans des rapports antérieurs, le Rapporteur spécial voudrait ici mettre l'accent sur la situation en Afrique.

21. L'Afrique connaît également le problème des travailleurs migrants et il arrive à certains pays de procéder à des refoulements massifs de «sans-papiers» par charter ou d'organiser leur détention dans des camps de rétention administrative avant leur rapatriement.

22. Cet aspect de la question sera amplement traité dans le rapport général à la Commission des droits de l'homme ainsi que dans le rapport de mission en Afrique du Sud.

C. Antisémitisme

23. Récemment, il avait été constaté une accalmie des manifestations violentes de l'antisémitisme alors que ce phénomène continuait de se développer par l'intermédiaire d'Internet. Mais, force est de noter que la montée de l'extrême-droite en Europe accentue la diffusion des idées classiques de l'antisémitisme à telle enseigne qu'on observe

la résurgence de la violence antisémite comme dans la ville d'Orange, en France, où un cimetière juif a été saccagé le 15 juillet 1998. En Lettonie, la synagogue de Riga a été plastiquée le 2 avril.

24. Cette récurrence des manifestations violentes de l'antisémitisme invite à la vigilance et à l'éveil des consciences.

D. Surexploitation politique et manipulation de l'ethnicité

25. Au-delà des cas bien connus du Burundi et du Rwanda où les rivalités ethniques ont débouché sur des conflits tragiques, l'ethnie est redevenue un enjeu politique qui prend de plus en plus d'importance dans de nombreux États africains, comme l'a constaté la Réunion internationale d'experts sur toutes les formes de discrimination, qui s'est tenue à Cotonou les 5 et 6 juin 1997.

26. Il apparaît que dans certains pays au sud du Sahara, les critères qui permettent de définir l'ethnie (territoire, langue, race) peuvent être des facteurs d'intégration et d'unification ou des facteurs de différenciation au sein de ces espaces géographiques à partir de stéréotypes historico-culturels qui perdurent, ce qui, dans cette dernière hypothèse, risque de déboucher sur des situations conflictuelles graves à plusieurs facettes.

27. Par ailleurs, il semble que dans bon nombre de pays, la configuration politique est essentiellement caractérisée par des considérations ethniques et/ou régionales. L'ethnie est alors un instrument et un enjeu politiques (conquête et conservation du pouvoir-base électorale). L'ethnie et/ou la région sont largement prises en considération pour opérer au niveau gouvernemental une savante distribution des postes politiques dans le cadre de ce qui est désormais dénommé «Gouvernement de large union nationale», qui n'est en fait que la traduction de la recherche d'un «équilibre interrégional» ou d'un «équilibre interethnique» perçu alors comme susceptible de renforcer la cohésion, la solidarité et l'unité nationales. Cette préoccupation d'équilibre interrégional ou interethnique se retrouve également lors de la nomination des cadres aux postes de direction et de gestion des affaires de l'État. Il se produit ainsi une surexploitation politique et une manipulation de l'ethnie, ce qui devient un problème préoccupant de nos jours.

28. En outre, l'espace ethnique a de tout temps constitué et constitue encore de nos jours dans les pays africains au sud du Sahara la base électorale des leaders et des hommes politiques. Cela se traduit le plus souvent par des discours à connotation ethnique, malgré quelques rares références

allusives à l'unité ou à l'intégration nationale. Ainsi, la démocratie libérale fondée sur l'individu ou la dignité de la personne humaine a encore du mal à s'implanter, même si on note des progrès. Les conflits qui ont récemment ensanglanté nombre de pays de la région trouvent un début d'explication dans les lignes ci-dessus.

E. Internet et racisme

29. Comme il l'a noté dans ses précédents rapports (voir A/52/471, par. 19 à 21; E/CN.4/1998/79, par. 23), l'exploitation de l'Internet à des fins d'incitation à la haine raciale se poursuit. Plus de 200 sites de par le monde diffusent de la propagande raciste. Dans le cadre de la conférence mondiale et pour donner suite aux recommandations du Séminaire sur le rôle de l'Internet au regard des dispositions de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, qui s'est tenue à Genève du 10 au 14 novembre 1997 (E/CN.4/1998/77/Add.2), il conviendrait de consacrer des études et des recherches aux mesures légales ou volontaires qui pourraient être adoptées par les États pour interdire la diffusion du racisme par la voie de l'Internet.

IV. Mesures prises ou envisagées par des gouvernements et des organes législatifs et judiciaires ou d'autres instances

30. Cette section se rapporte en priorité aux pays déjà visités par le Rapporteur spécial ainsi qu'aux pays ou organisations régionales au sujet desquels des informations spécifiques sont parvenues au Rapporteur spécial.

A. France

31. Le problème des «sans-papiers» évoqué dans les rapports à la Commission reste toujours d'actualité en France : 70 000 des 150 000 dossiers déposés en vue de la régularisation ont été rejetés. Cependant il est à noter que l'ex-Ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, sous l'empire duquel ont été adoptées les lois «sur la maîtrise de l'immigration», vient de proposer courant juillet 1998, à la suite de l'effet produit par la victoire de la France à la Coupe du monde de football 1998, la régularisation de tous les «sans-papiers»; la France s'est redécouverte multiraciale et multiculturelle. D'après un sondage de l'Institut français d'opinion publique,

le *Journal du Dimanche* et *Le Monde*, cette proposition rencontrerait l'agrément de 53 % des personnes sondées.

32. Cela ne saurait occulter la persistance du racisme en France comme le prouve un récent sondage de la Commission nationale consultative française des droits de l'homme : 38 % des Français se déclarent ouvertement racistes, 27 % estiment qu'il y a «trop de Noirs» en France et 56 % «trop d'Arabes». Il reste donc beaucoup à faire pour lutter contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée.

B. Brésil

33. En application de l'article 68 de la Constitution, la Fondation Palmares (Ministère de la culture) a, le 20 novembre 1997, attribué un titre de propriété à l'une des 5 000 communautés afro-brésiliennes qui vivent dans les *quilombos*. D'après les interlocuteurs du Rapporteur spécial, le Gouvernement et la Fondation Palmares ont reconnu les relevés topographiques, les études juridiques visant à délimiter des terres de la communautés afro-brésiliennes du *quilombo* d'Ivaporunduva, dans la municipalité d'Eldorado, dans l'État de São Paulo. Il s'agit d'un territoire de 3 158,11 hectares². Les autres populations et communautés concernées souhaitent, par souci de sécurité juridique, que de telles mesures les concernant interviennent également par voie législative, comme le prévoit la Constitution, et non par décret.

C. Colombie

34. En application de la loi 70 de 1993 relative aux droits de propriété foncière des communautés afro-colombiennes et à la protection de leur identité culturelle (voir E/CN.4/1997/71/Add.1, par. 15 et 16), le Gouvernement colombien a attribué 700 000 hectares de terre à 110 communautés afro-colombiennes des régions d'Antioquia et du Choco (résolution 4566 du 29 décembre 1997 de l'Instituto Colombiano de la Reforma Agraria)

35. Le Rapporteur spécial se réjouit de cette mesure qui répond à l'une des recommandations de son rapport de mission en Colombie; il espère que le Gouvernement colombien poursuivra ses efforts en vue de la mise en oeuvre des différentes recommandations faites. Dans ce contexte, il invite le Gouvernement à apporter son concours à la réalisation des projets initiés par les communautés elles-mêmes, notamment le Plan national de développement des communautés noires

et le Projet relatif aux politiques de santé pour les populations afro-colombiennes.

D. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

36. Une loi sur les relations raciales en Irlande du Nord a été récemment adoptée par le Parlement britannique. Elle comble ainsi une lacune en interdisant la discrimination raciale en matière d'emploi, de formation, d'éducation, de logement et de fourniture de biens et services. En revanche un projet de loi tendant à criminaliser la négation de l'Holocauste a été largement débattu mais n'a pas été adopté par le Parlement³.

E. États-Unis d'Amérique

37. Le Rapporteur spécial suit avec intérêt les travaux de la Commission mise en place par le Président Clinton pour étudier la question des relations interraciales aux États-Unis et en attend d'une part les conclusions et d'autre part les mesures prises par le Gouvernement.

F. Europe

38. L'année 1997 avait été déclarée Année européenne contre le racisme et a donné lieu à de nombreuses manifestations, à des conférences et à des séminaires. Dans ce contexte, le Traité d'Amsterdam a inclus une clause générale de non-discrimination qui permet au Conseil de l'Union européenne, après la ratification du Traité, statuant sur proposition de la Commission européenne, de «prendre des mesures nécessaires en vue de combattre toute discrimination fondée sur le sexe, la race, l'origine ethnique (...)».

39. En outre, la Commission a adopté un plan d'action contre le racisme proposant une action concertée au niveau européen pour sensibiliser l'opinion publique aux dangers du racisme et faire connaître des solutions. La Commission se propose notamment d'intégrer la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et la promotion de l'intégration dans l'ensemble des secteurs d'activité qui s'y prêtent, en particulier l'emploi, les fonds structurels européens, les programmes d'éducation, de formation et de jeunesse, la politique des marchés publics, les activités de recherche, les relations extérieures, les actions d'information et les initiatives culturelles et sportives. La Commission, dans ses propres politiques et pratiques, compte continuer à prendre en compte les

principes de non-discrimination et de lutte contre le racisme et la xénophobie⁴.

40. Par ailleurs, il y a lieu de mentionner que la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance a publié une étude sur la situation en matière de racisme et de discrimination raciale dans les pays membres du Conseil ainsi que les mesures d'ordre législatif, judiciaire et administratif prises pour combattre la montée croissante du racisme, de la xénophobie et de l'antisémitisme. Ces études portent notamment sur l'Allemagne, le Liechtenstein, la Norvège, Saint-Marin, la Slovaquie, la Suisse, la Belgique, la République tchèque, la Finlande, la Grèce, la Hongrie, l'Islande, la Lituanie, le Luxembourg, Malte et la Pologne⁵.

V. Conclusion et recommandations

41. Comme il transparaît des développements ci-dessus, les tendances les plus inquiétantes du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée ont trait à la montée du néofascisme et du néonazisme, à l'usage continu de l'Internet pour propager l'idéologie raciste et à l'exacerbation de l'ethnonationalisme. L'Assemblée générale devrait accorder une attention particulière à l'examen de ces phénomènes. Aussi le Rapporteur spécial propose-t-il les recommandations suivantes :

a) Dans la perspective de la préparation de la Conférence mondiale sur le racisme, la discrimination raciale et la xénophobie d'encourager et favoriser des réunions d'experts aux niveaux régional et sous-régional (en Afrique, en Asie et en Amérique), à l'instar de celle qui s'est tenue à Cotonou en 1997, avec le concours en particulier des institutions spécialisées du système des Nations Unies (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Organisation internationale du Travail, Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Programme des Nations Unies pour le développement) en vue d'examiner les problèmes qui se posent;

b) Un observatoire du néofascisme, du néonazisme et de l'ethnonationalisme devrait être créé, en vue d'étudier ces phénomènes, en étroite coopération avec le Rapporteur spécial. Les États Membres devraient être invités à communiquer les informations nécessaires à cet organisme.

Notes

¹ Voir *Le Monde Diplomatique* No 529, avril 1998, p. 1.

² Territoire délimité grâce aux recherches de l'anthropologue Guilherme dos Santos Barboza et son équipe; voir Centro Afro-Brasileiro de Estudos e Pesquisas CuHuraís : Relatorio etnológico, técnico e científico sobre os quilombos de Vale de ribeira, São Paulo, 1979.

³ Voir *Institute for Jewish Policy Research Newsletter*, printemps 1998, p. 1 et 2.

⁴ *Plan d'action contre le racisme*, communication de la Commission européenne, Bruxelles, 25 mars 1998, COM (1998) 183 final.

⁵ Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) : Approche pays par pays de l'ECRI, vol. I, CRI (97) 48.